



En Suède, la taxe carbone a déjà fait ses preuves

LE MONDE | 02.07.09 | 14h15

STOCKHOLM CORRESPONDANCE

La Suède, qui vient de prendre la présidence de l'Union européenne (UE) pour six mois, tente de convaincre ses partenaires européens de suivre son exemple en instaurant une taxe carbone. *"Une taxe carbone touche bien plus de rejets que le système de marché d'échange de quotas d'émissions de carbone"*, assure Andreas Carlgren, le ministre suédois de l'environnement. *"Mais attention, précise Mattias Johansson, porte-parole du ministère, il ne s'agit pas d'une taxe européenne. Chaque pays en serait le maître. Il y aurait un niveau minimum, et la taxe serait prélevée par les Etats, selon le principe de la TVA."*

PUBLICITE
GRAND JEU CONCOURS
 AVEC **Le Monde.fr** ET **SINGAPORE AIRLINES**

Les Suédois ont mis en place, dès 1991, une taxe carbone qui porte sur la consommation d'énergie. Aux sceptiques qui affirment que cet impôt tue la croissance, ils répondent par leur bilan : depuis l'introduction de la taxe, les rejets suédois de gaz à effet de serre ont été réduits de 9 %, alors que, dans le même temps, la croissance économique était de 48 %. *"Cette taxe ne gêne donc en rien la croissance"*, en déduit M. Johansson.

"Si nous n'avions pas eu cette taxe, les rejets de CO₂ auraient été supérieurs de 20 % en 2010 au niveau de 1990", souligne Susanne Akerfeldt, conseillère au ministère des finances. La taxe carbone rapporte chaque année à l'Etat suédois 15 milliards de couronnes (1,4 milliard d'euros). En 1991, lors de son lancement, son montant était de 27 euros par tonne de CO₂. Aujourd'hui, il atteint 108 euros par tonne.

Les hausses successives des taxes sur les carburants ont fait baisser les rejets de CO₂ liés aux transports, un phénomène essentiellement dû aux voitures individuelles. Chaque année, entre 1990 et 2005, un gain pouvant aller de 1,5 million à 3,2 millions de tonnes a été enregistré. Le gouvernement insiste sur le fait que les Suédois comptent parmi les Européens qui émettent le moins de CO₂ (6,7 tonnes par habitant et par an contre 9,3 tonnes en moyenne dans l'UE).

Une taxe carbone, estime-t-on à Stockholm, envoie un signal politique clair, celui du principe du pollueur-payeur. Et la taxe est facile à administrer, insistent les Suédois. *"Nous avons toujours suggéré de baisser les taxes sur le travail et d'augmenter à la place celle sur les rejets de CO₂. C'est ce qui se fait progressivement. Mais nous pensons encore que la taxe carbone est trop faible en Suède"*, affirme Anders Grönvall, porte-parole de l'Association de protection de l'environnement, l'une des plus puissantes organisations écologistes de Suède, qui note que le gouvernement actuel de centre-droit ne s'est converti que très récemment à la taxe carbone.

Le patronat suédois, qui s'opposait jusqu'à récemment à cette taxe, a désormais mis une sourdine à ses critiques. *"La taxe carbone ne s'est pas avérée être un obstacle majeur à la croissance, mais il faut rappeler que c'est parce que l'industrie bénéficie d'une réduction de 79 % par rapport à ce que payent les foyers, précise Torbjörn Spector, spécialiste de la fiscalité de l'énergie à Svenskt Näringsliv, l'organisation patronale. Pour ne pas être pénalisées, il faut que les industries exposées à la concurrence internationale conservent cet avantage."*

La Suède est mieux lotie que nombre de pays, d'abord parce que sa dépendance au pétrole est moins marquée.

Grâce au nucléaire et aux centrales hydroélectriques qui, ensemble, produisent la quasi-totalité de l'électricité suédoise, mais aussi parce que, avec la Finlande, elle est l'Etat qui utilise le plus de combustibles non fossiles, essentiellement de la biomasse forestière. Les combustibles tirés de ressources renouvelables, comme l'éthanol, le méthane, les agrocarburants, la tourbe et les déchets, sont en effet exonérés de taxe carbone. Celle-ci a favorisé le recours à la biomasse pour le chauffage et l'industrie. Depuis son instauration, les propriétaires de maisons se chauffant au fuel sont devenus rares.

Il y a quelques années, le gouvernement social-démocrate avait proposé que la Suède devienne, d'ici à 2020, le premier pays au monde totalement indépendant du pétrole. Le gouvernement actuel n'a pas été jusqu'à reprendre l'idée à son compte.

Olivier Truc

Article paru dans l'édition du 03.07.09

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du groupe
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal

[Abonnez-vous au Monde.fr - 6€](#) [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-